

# LE PETIT PROVENÇAL

Journal Quotidien d'Union Nationale

N° 14487 - QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - JEUDI 5 OCTOBRE 1916

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

75, Rue de la Darse, 75 - Marseille

## ABONNEMENTS

Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard et Basses-Alpes.....	6 Mois	8 fr. 75	17 fr.
Autres départements et l'Algérie.....	6 Mois	9 fr. 75	18 fr.
Étranger (Union postale).....	6 Mois	11 fr.	20 fr.
	12 Mois	19 fr.	35 fr.

Les Abonnements partent des 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois  
Ils sont reçus à l'Administration du Journal et dans tous les Bureaux de Poste

## ANNONCES

Annales Anglaises, la ligne : 2 fr. - Réclames : 2 fr. - Ventes diverses : 1 fr.  
Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. - Chronique Locale : 10 fr.  
Les insertions sont exclusivement reçues  
A Marseille : Chez M. G. Allard, 31, rue Pavillon, et dans nos bureaux  
A Paris : A l'Agence Havas, 8, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

## Aux Guichets de l'Emprunt

Aujourd'hui 5 octobre s'ouvrent les guichets pour l'émission du second emprunt de la défense nationale. Souscrire est un impérieux devoir patriotique pour tous les Français qui, dans quelque mesure que ce soit, se trouvent en état de le faire. Et c'est un devoir de l'accomplissement duquel chacun va s'empreser de tout cœur.

M. Ribot a parlé avec émotion de ce populaire 5 % que la guerre actuelle a remis en honneur. Le type du précédent emprunt est resté le type de l'emprunt d'aujourd'hui. « Nous nous en tenons au 5 %, a dit le ministre des Finances au Sénat ; populaire autrefois, il devait le redevenir : il l'est. On trouve du 5 % dans toutes les maisons, non pas seulement dans le portefeuille des riches, mais aussi dans les demeures les plus simples et les plus modestes. Ces titres seront un souvenir de cette guerre, un certificat de l'effort que nous aurons tous fait pour la libération de notre territoire. » Quel est le Français qui, disposant de quelques économies importantes ou modestes, ne tiendra à honneur de posséder un tel certificat ?

Mais en même temps que de l'honneur, il y aura du profit à souscrire. Le 5 % que l'Etat offre au public est en réalité mieux que du 5 % : mis en souscription au prix de 88 fr. 75 par 5 francs de rente, il fait ressortir le placement à 5 fr. 63 %. Et l'on sait que les souscriptions pourront être libérées en quatre termes s'échelonnant jusqu'au 16 avril 1917, ce qui laisse aux souscripteurs de larges facilités pour s'acquitter. En cas de libération immédiate, le prix net à verser le jour de la souscription se trouve réduit à 87 fr. 50 par 5 francs de rente. L'opération, comme on le voit, est excellente.

Mais elle se recommande par sa grande sincérité et par sa netteté parfaite autant que par les avantages matériels qu'elle comporte. Offrir un taux d'intérêt élevé est à la portée de toutes les entreprises financières. Ce qui en pareille matière importe surtout, c'est de savoir si les aléas du placement ne sont pas supérieurs aux avantages immédiats qu'il paraît accorder. Combien de prétendues bonnes opérations, qui n'étaient au fond que de désastreuses aventures et qui ont trop souvent abouti à d'amères mécomptes, à des pertes graves, à de véritables ruines.

Ici, l'affaire est aussi solide et sûre que profitable. C'est la France qui fait appel à ses enfants pour continuer à assurer et à fortifier l'œuvre sacrée de la défense nationale. Et son patriotisme appelle à la plus claire et la plus loyale en même temps que sur les pages les plus abondantes et les plus précieuses : ceux du pays lui-même.

Présentant le projet d'emprunt devant la Chambre, M. Ribot s'est écrit avec applaudissements unanimes de l'Assemblée : « Ah ! si l'agilité d'obtenir un succès de façade, nous pouvions imaginer des combinaisons et des stratagèmes. Mais non, ce que nous voulons, ce sont les économies vraies du pays ; nous voulons une opération saine, qui échappe à toute critique, une opération claire et lumineuse comme la lumière du jour. » Voilà bien en effet la caractéristique du second emprunt de la défense nationale.

Le premier emprunt avait été émis dans les mêmes conditions, et c'est pour cela que, ainsi que l'a fait ressortir le ministre des Finances, il a été si admirablement classé. « C'est pour cela, a ajouté M. Ribot, qu'à aucun moment il n'est descendu au-dessous du prix auquel il avait été émis, qu'on continue à le gagner à chaque jour, lentement, mais sûrement, un peu de hausse à la Bourse de Paris, sans aucune intervention, et que ceux qui ont souscrit peuvent se dire à cette heure qu'ils ont accompli non seulement un acte de patriotisme, mais en même temps un acte de bonne administration de leur patrimoine. » N'y a-t-il pas dans ce fait, dont chacun a été à même de vérifier l'exactitude, la meilleure des recommandations pour l'emprunt d'aujourd'hui ?

La simplicité et l'honnêteté du langage ministériel traduisent ainsi de la meilleure façon la simplicité et l'honnêteté de l'opération. Ce langage sera compris. Et l'appel qu'il formule devra être entendu de ceux à qui il s'adresse.

Or, ceux à qui s'adresse l'appel pour les souscriptions à l'emprunt de la défense nationale, ce sont tous les Français. Tous les Français sans distinction d'opinions ni de classes sociales. « Nous venons de nouveau, s'est écrié encore le ministre des Finances, se lever cette armée de l'épargne française, toujours fidèle, toujours convaincue, toujours confiante dans la parole de l'Etat. En saluant cette armée, c'est la France elle-même que nous saluons, la France qui veut vaincre et qui sent que sa victoire sera quelque chose de grand et d'immortel, parce que ce sera la victoire du droit et de la liberté dans le monde, la France héroïque d'aujourd'hui, la France pacifique et laborieuse après la guerre, la France toujours digne de son passé et de ses destinées glorieuses. »

Ces nobles paroles formaient la conclusion de son discours à la Chambre. Et au Sénat, M. Ribot avait terminé son discours sur le même sujet par ces paroles non moins nettes, non moins fortes : « La victoire est certaine ; personne n'en doute en France, ni parmi ceux qui combattent, ni parmi ceux qui sont à l'arrière, qui suivent avec angoisse et aussi avec orgueil les péripéties de la lutte. Le monde entier manifeste les mêmes sentiments. Allez à l'étranger, voyez ce qu'on y pense de la France, quelle certitude on a de notre victoire ! Un tel spectacle est de nature à nous reconforter. Mais n'oublions pas que la victoire définitive, la victoire que nous voulons ne s'achète pas seulement par l'héroïsme des combattants ; elle s'achète aussi par l'effort de tous. »

Que chacun donne donc de tout son effort ! Que chacun contribue de tous ses moyens et de toutes ses ressources au succès du deuxième emprunt de la défense nationale ! Il s'agit de tout son avenir : tous les bons citoyens ont l'obligation d'honneur de ne rien négliger pour soutenir cette grande cause nationale et pour travailler à hâter son triomphe.

Les Boches, race d'esclaves qu'un indéfectible instinct de servilisme jette à l'adoration des idoles les plus viles ou les plus monstrueuses, ont placé leur nouvel emprunt de guerre sous le « signe » de Hindenburg. Nous plaçons le nôtre sous le signe de la France en armes qui lutte si stoïquement et si héroïquement depuis vingt-cinq mois pour défendre la liberté, la civilisation et le droit. A l'heure où tant de glorieux soldats donnent si généreusement leur sang pour que cette France ne succombe pas, quel Français pourrait hésiter à apporter son argent aux guichets de l'emprunt ?

CAMILLE FERDY.

## PROPOS DE GUERRE

### Le Triomphe de l'Euphémisme

En France, ce qui nous fait peur ce ne sont pas les choses, ce sont les mots. Exemple : Les courses sont interdites comme contraires à la gravité des temps, mais les « épreuves hippiques » sont autorisées. Vous sentez la différence ? Elle est énorme. La chasse est dépréciée comme incompatible avec les préoccupations du moment, mais la « destruction des animaux nuisibles à l'agriculture » est permise.

Nous n'avons donc ni les courses de chevaux ni la chasse ; nous avons les épreuves hippiques et la destruction des animaux nuisibles. Remarquez, en passant, que le droit de « détruire » les lièvres ou les lapins vous est vendu 28 francs, ce qui est exactement le prix du permis de chasse.

Ainsi les chasseurs vont pouvoir se livrer à leur sport favori le cœur léger et la conscience sereine, et les amateurs du pesage ou de la pelouse peuvent voir galoper les poulains de marque. L'honneur ainsi que la morale publique sont saufs.

Et la Mode, le délicieux commerce des chiffons dont l'étalage dans les grands journaux choque nos pudiques confrères ? Baptisons-la « Encouragement du travail de la femme et de la couture française » et toutes les exagérations s'évanouissent, toutes les fantaisies dignes d'intérêt.

L'Etat a ses pudeurs qui rappellent celles des honnêtes femmes, à qui l'on peut tout dire à condition de ne pas les choquer avec des mots.

ANDRÉ NEGIS

### Le Voyage d'un Consul roumain à travers la Bulgarie

Paris, 4 Octobre.  
L'envoyé spécial du Journal à Pétersbourg a interviewé M. Desroussis, ancien ministre de Roumanie à Sofia, qui lui a déclaré que lui et ses collègues furent maltraités, au cours de leur passage en Bulgarie, en Autriche et en Allemagne. Ils voyageaient entassés dans des wagons. En arrivant à Vienne, ils furent emprisonnés dans un hôtel de dixième ordre. A la frontière, ils furent fouillés, hommes et femmes, et les Autrichiens s'emparèrent de tous leurs papiers et de leur argent.

En Allemagne, ils furent dirigés sur l'île de Rugen, où ils restèrent dix jours.  
— Enfin, ajoute M. Desroussis, notre douloureuse détention prit fin, mais nous n'oublierons jamais les traitements qui nous furent infligés et qui ébranlèrent fortement la santé de la plupart des femmes qui furent les supporteurs.  
M. Desroussis dit que rares sont les Bulgares qui avaient confiance en la victoire de leurs armes et cependant « il ne faut pas espérer qu'ils soient capables, à un moment donné, de réagir contre la volonté du roi et de son entourage. Le Bulgare habitué à vivre sous la domination étrangère, est un être à la fois apathique et brutal. Il répondra aux efforts qu'on lui demandera et il se battra aussi longtemps qu'on le lui imposera, quel que soit l'adversaire à qui il ait en sa présence. »

## 795<sup>e</sup> JOUR DE GUERRE

## Communiqué officiel

Paris, 4 Octobre.

Le gouvernement fait, à 15 heures, le communiqué officiel suivant :

**Au nord de la Somme**, nous avons complété la conquête des puissantes lignes de tranchées allemandes, situées entre Morval et bois Saint-Pierre-Vaast. Nous avons fait environ deux cents prisonniers, dont dix officiers.

**Au Sud de la Somme**, vif bombardement ennemi dans la région de Belloy-en-Santerre.

Nuit calme sur le reste du front.

## AVIATION

Le mauvais temps a entravé les opérations aériennes sur la plus grande partie du front.

## Communiqué officiel anglais

L'état-major britannique fait le communiqué officiel suivant :

4 Octobre, 10 h. 30 :

Nous avons chassé l'ennemi d'Eaucourt-l'Abbaye. Le village est entièrement en notre possession.

Cette nuit, le bombardement a été très violent au sud de l'Ancre.

Rien d'important à signaler sur le reste du front.

La pluie tombe abondamment depuis ce matin.

## LA VIE CHÈRE

### Comment se fait la hausse

On sait, par les publications des diverses statistiques parues depuis la guerre, qu'il y a toujours eu abondance de vivres en France. Cette situation ne faisait point l'affaire des spéculateurs. Pour augmenter le prix d'un produit alimentaire ou d'une marchandise quelconque, il faut faire croire à leur rareté, voire à leur disparition totale.

Ainsi parla le haut fonctionnaire dont le discours a été la suite de sa longue conversation. Comment procédait-on ? D'une façon très simple. Par la voie de l'insinuation. A l'instar du Basile du Barbier de Séville : « C'est d'abord rumeur légère, petit vent rasant la terre. » On chuchote doucement, puis ouvertement que l'on trouve difficilement telles ou telles denrées, qu'il importe de se les procurer au plus vite.

Il est toujours facile de raréfier quelques substances en ne les livrant que parcimonieusement aux détaillants. C'est ce qui s'est passé pour le sucre à Marseille alors qu'il abandonnait. Sans la taxation établie par M. le préfet, sur avis favorable de la Commission consultative, le kilo de sucre se serait vendu 11 fr. 50 dans un instant très rapproché, peut-être plus cher encore.

Pour les autres denrées, on agit de même. Le public admet trop facilement les rumeurs. Il n'en peut guère, d'ailleurs, contrôler l'exactitude. Le refrain connu : « C'est la guerre ! » coupe court à toutes les investigations. Il semble admettre que les arbres de produire des fruits, les vignes de porter des raisins. Que les terres rendent moins faute de bras pour les cultiver comme avant la mobilisation, c'est exact. Il n'y a pas moins de bonnes récoltes — relativement — grâce au concours de nos vaillants soldats, que pendant les années de leurs enfants adultes, qui secondent courageusement les efforts des cultivateurs non atteints, vu leur âge, par les lésions vigoureuses sur la levée des classes appelées sous les drapeaux.

Afin de pallier les heureux effets d'une production normale, il semble toujours que telle ou telle maladie s'est déclarée, que la sécheresse ou les pluies persistantes, suivant les régions, ont causé des déficits.

Il y a toujours des terrains cultivés qui ne donnent pas ce qu'ils devraient donner. La hausse nous fait les malheureux légumes de cirer en honneur, puis de se faner en grandissant. Tous les Basiles se mettent à l'œuvre. Ils font un bruit d'enfer. Sur ces entrefaites, la hausse s'enfle à son tour. Que voulez-vous, se disent les consommateurs plumés à vie, il paraît que les récoltes sont très médiocres. Sorrons-nous encore la culture d'un cran. Ayant tout, que les héros poilus ne manquent de rien.

C'est ainsi que raisonne l'admirable peuple de France, indigne d'être exploité par tous les bénéficiaires de la guerre. Ils sont nombreux. Combien de fortunes scandaleuses s'élevaient sur les misères qu'elles créent autour d'elles ?

Il n'existe aucune organisation sérieuse, disposant de moyens d'action appropriés aux événements du jour. Chacun — à part de rares exceptions — cherche à tirer parti d'une situation exceptionnelle.

PIERRE ROUX.

### Arrestation d'un Espion allemand en Suisse

Berne, 4 Octobre.  
On vient d'arrêter, dans notre ville, sous l'inculpation d'espionnage au profit de l'Allemagne, un journaliste de nationalité suisse qui était employé à l'agence télégraphique suisse. Il était en rapport avec un M. Sommer, sujet allemand, qui paraît être un des chefs de l'espionnage allemand en Suisse.

## IMPRESSIONS DU FRONT

### Evacuation

Quand la balle ou l'éclat d'obus nous atteint, on ressent d'abord la douleur, puis on goûte la joie. La joie de se dire que l'on va retrouver un lit, que l'on va pouvoir manger chaud, que l'on n'entendra plus, au moins durant quelque temps, le vacarme stupéfiant des bombardements.

Vivement on met à nu la partie atteinte ou on dispose le pansement individuel. Puis on se dirige vers le poste de secours voisin, où le major vous délivre une fiche d'évacuation. Les majors de première ligne ne sont plus guère que des scribes. Il faut que la blessure nécessite des soins immédiats ou un pansement difficile, pour que le major l'examine.

Puis on s'en va, par les boyaux, vers le poste d'attente, où les autos attendent. On s'en va, cahin-caha, s'accotant parfois à la paroi de terre pour respirer, marchant aussi vite que possible vers la limite des tirs de barrage. La blessure est presque oubliée. La douleur, compensée par l'enlèvement de la fuite, s'est calmée... C'est une lutte en fait, le corps de fer de la douleur a fait tomber l'énergie, tout le cerveau du poilu français... Et l'on n'est plus qu'un pauvre homme qui se sauve de la tourmente... Le poilu devient presque un civil.

Le poste d'attente n'est qu'une salle d'attente... On s'assoit sur un banc, dans un gourbi, et l'on s'espère à son tour de s'embarquer dans l'auto... L'heure vient... On se embarque. Les blessures sont presque oubliées. La douleur, compensée par l'enlèvement de la fuite, s'est calmée... C'est une lutte en fait, le corps de fer de la douleur a fait tomber l'énergie, tout le cerveau du poilu français... Et l'on n'est plus qu'un pauvre homme qui se sauve de la tourmente... Le poilu devient presque un civil.

L'auto ne s'arrête que l'hôpital d'évacuation (H. E.). Là, on vous immatricule, on vous soigne en attendant l'arrivée du train sanitaire. Mais alors peu importe la durée de l'attente. On peut respirer. On peut vivre. Les obus ne viennent pas jusque-là... On mange... on se dorlote.

Enfin le train sanitaire arrive et l'on roule vers la gare de triage où s'opérera le dernier tri. Les heureux remonteront dans un train sanitaire qui les emmènera vers l'intérieur. Les malheureux resteront là, dans la zone des armées... Malheureux ceux-là, parce qu'ils n'ont pu rejoindre le front directement sans passer par le désert. C'est un ordre de route est pour tous le même. Il ne change que par des détails — qui ont pourtant leur importance.

Ceux qui leur blesser empêché de marcher sont portés sur des brancards. Chaque soldat l'état nécessite une opération urgente, un poste divisionnaire à l'ambulance chirurgicale. Mais pour tous c'est la route vers le calme, vers le repos, vers la vie.

PIERRE MARCIE.

### Le Raid des Avions anglais sur Bruxelles

Quinze soldats Allemands tués, vingt-huit blessés  
La Haye, 4 Octobre.  
Selon la Belgique, le raid du 28 septembre sur Bruxelles, qui pour résultat de démonter un hangar de zeppelins à Etterbeek, de tuer 15 soldats et d'en blesser 28. Le quartier de la rue de la Lot est beaucoup à souffrir.

## IL Y A UN AN

Mardi 5 Octobre  
En Champagne, les Français occupent la seconde ligne des tranchées allemandes.  
Sur le front russe, les Allemands marquent un nouveau progrès au sud du Pripiet. L'effort allemand s'accroît sur toute la ligne. Les Russes résistent partout.  
Le dirigeable français Alsace atterrit dans les lignes allemandes ; l'équipage est fait prisonnier.  
L'engagement des troupes françaises à Salonique.  
Les Etats-Unis font savoir à la Turquie que les relations amicales seraient rompues entre les deux pays si les massacres d'Arméniens ne cessaient pas.  
M. Venizelos, à la suite de sa déclaration d'hostilité, a démissionné, malgré son vote de confiance de la Chambre ; il est, en effet, en accord avec le roi sur l'application du traité de Londres.

## LA GUERRE

## Les Succès serbes en Macédoine

### L'Offensive des Alliés sur tous les Fronts

Londres, 4 Octobre.  
La musique de la Garde républicaine arrivera à Dublin vendredi prochain, où elle restera quelques jours.

## LA SITUATION

De notre correspondant particulier -

Paris, 4 Octobre.

Le rapprochement des nouvelles que les communiqués officiels nous apportent des divers théâtres d'opérations attestent la parfaite liaison et l'étroite coordination de celles-ci. A l'offensive de la Somme répond l'offensive russe en Galicie, la double attaque des Roumains au Nord et au Sud, la vigoureuse action de l'armée de Salonique et la pression continue des Italiens avec l'avance de leurs troupes en Albanie. Voilà qui est parfait.

En Picardie, la bataille qui procède par bonds successifs a été, une fois de plus, arrêtée par le mauvais temps qui persiste plus que de raison. Mais les sujets du kaiser se trompent en s'imaginant qu'elle est terminée. La bataille engagée sur le front occidental durera tant que l'ennemi ne sera pas abattu. C'est probablement parce qu'il ne se fait, à cet égard, aucune illusion, que le kronprinz verse des larmes de crocodile sur les victimes de la guerre qu'il a provoquée.

En Russie, la bataille est engagée sur un front considérable et paraît devoir s'étendre. Elle se développe favorablement pour nos alliés.

En Macédoine, nous enregistrons des succès importants. Les Serbes jouent le premier lanbeau de leur patrie. Les armées alliées exercent une pression concordante dans la direction de Monastir.

Nous n'avons encore que de vagues indications sur les opérations de nos alliés roumains, mais, telles qu'elles sont, ces indications sont pleines d'espoirs. Les Roumains attaquent avec une énergie qui n'a d'égal que l'opiniâtreté de la défense. Les événements de ce côté peuvent, je le répète, être d'une importance extrême.

En Grèce, la tragédie continue. Mais il semble bien cette fois que les Alliés sont d'accord pour faire tomber le rideau sur cette farce qui serait risible, si elle n'était odieuse et grotesque à la fois.

MARIUS RICHARD.

## DANS LES PAYS ENVAHIS

La vie est dure à Lille, et la population souffre. — Elle ne veut pas d'une paix prématurée et supporte noblement les plus rudes épreuves. — On a confiance en la victoire

Paris, 4 Octobre.

Le Comité des intérêts économiques de Roubaix-Tourcoing a adressé au président du Conseil une lettre le félicitant de sa République à M. Erizon. Il lui a communiqué à cette occasion une lettre particulièrement intéressante d'un Suédois qui a quitté dernièrement et a pu constater que, malgré tout ce qu'ils souffrent, nos compatriotes restés dans les pays envahis ne veulent pas, eux non plus, de paix prématurée.

Les membres du Comité déclarent que « leurs chers opprimés attendent vaillamment l'heure de la délivrance parce qu'ils veulent que leurs souffrances physiques et morales contribuent à assurer une paix glorieuse et réparatrice pour ceux qui se sont faits les champions du droit et de la justice. C'est comme une nouvelle preuve de la noble attitude des populations envahies que le Comité s'est fait un devoir de communiquer au président du Conseil la lettre qu'un Suédois a adressée à lui de ses amis le 12 septembre dernier par lui donner quelques détails sur la vie à Lille. »

« Malgré, écrit-il, toute la tristesse que je sens chaque fois que je pense à toutes les misères que nous avons à subir, pendant bientôt deux ans, jusqu'au moment de la déportation des pauvres vingt-cinq mille personnes aux Pâques, cette année, on a été en sûreté pour sa personne, mais, après, tout le monde devenait inquiet. On se demandait : « A qui le tour maintenant ? » Je ne peux pas penser que les Allemands vont continuer cette mesure après toutes les protestations qu'on fait dans la presse de tous les pays. Je crois que ceux qui restent peuvent être tranquilles. Plus grave est la question de ravitaillement. C'était certainement la famine depuis près d'un an ; les Allemands consommaient les récoltes dans tous les pays et ce qu'ils n'ont pas le temps ou le moyen d'envoyer, ils brûlent. On n'avait rien à donner aux habitants. Des milliers de tonnes de pommes de terre ont été gaspillées l'année dernière de cette manière et les pauvres propriétaires qui n'avaient rien à donner à leurs enfants n'osaient rien toucher. »

« Il y a un Comité hispano-américain qui a fait connaître aux Alliés les souffrances alimentaires dans les pays occupés. Il fait ce qu'il peut pour la population, mais quelquefois les wagons s'arrêtent en Allemagne et y restent des heures. Les propriétaires qui n'avaient rien pris pour les transports de troupe et, comme il n'y a pas de stocks de réserve, il arrive qu'on soit contraint de manger de la viande pendant des semaines entières. Depuis un an, il n'existe ni beurre, ni lait, ni œufs, quelquefois on trouve un peu de viande chez un fraudeur à 20 ou 25 francs le kilo. Tous les magasins d'alimentation sont fermés, faute de marchandises depuis longtemps et sucre, café, chocolat, thé sont introuvables. Je me demande si en France, on sait ce que souffre le Nord depuis si longtemps. »

Malgré toutes ces souffrances, on est plein d'espoir ; on a tant souffert qu'on se dit : « Un peu plus ne fait rien, on les aura tout de même. »

## LA GUERRE EN ORIENT

### Les Evénements de Grèce

Athènes, 4 Octobre.

Le roi a tenu conseil hier avec M. Calogéropoulos, les ministres des Affaires Étrangères et de l'Intérieur, et les généraux Moschopoulos, Solitis et Grenadis, ainsi que le lieutenant-colonel Stratégos, qui assume provisoirement les fonctions de chef de l'état-major général.

Athènes, 4 Octobre.

Le bruit court que Constantin se propose de convoquer en Conseil de la Couronne les anciens premiers ministres et les officiers supérieurs pour leur demander leur avis sur la situation et les mesures qu'elle comporte.

Paris, 4 Octobre.

Le prince André de Grèce a quitté Paris hier soir, se rendant à Naples, d'où un torpilleur grec doit le transporter à Athènes. La situation difficile de son pays, il s'est résolu à toute déclaration politique.

Athènes, 4 Octobre.

La Trésorerie a annoncé à M. Calogéropoulos, qu'elle dispose seulement de 300.000 francs, pour le mois de septembre, au lieu d'environ 20 millions qui seraient nécessaires pour les appointements des fonctionnaires et officiers, et pour les autres dépenses urgentes de l'Etat.

Athènes, 4 Octobre.

On signale une recrudescence des manifestations des réservistes grecs dans de nombreuses communes de l'Attique et de la Béotie qui sont en contact constant avec les chefs des anciens partis résidant à Athènes. La foule est allée jusqu'à lacérer le portrait de l'amiral Koundouriotis, à Lamia, la foule a assailli plusieurs habitations, dont celle de M. Psirimeacos, ancien ministre d'un Cabinet vénézélien.

A Volo, les réservistes ont voté une motion réclamant que sous aucun prétexte ils ne se laisseraient entraîner à la guerre en faveur d'intérêts étrangers. Les réservistes de Missolonghi ont voté des résolutions analogues.

Athènes, 4 Octobre.

Le Cabinet Calogéropoulos sans relations avec l'Entente  
Athènes, 4 Septembre.  
Les journaux de toutes nuances s'accroient à déclarer que la situation du Cabinet Calogéropoulos est rendue très précaire par ce fait que les puissances de l'Entente se sont abstenues de prendre contact avec lui.

Athènes, 4 Octobre.

Le Grec réclame ses soldats à l'Allemagne  
Athènes, 4 Octobre.  
La Bulgarie n'ayant pas tenu compte de la protestation du gouvernement hellénique, concernant le détachement grec fait prisonnier à Florina et ayant, au contraire, envoyé ledit détachement en Silésie, où se trouvent déjà les troupes d'Hadjéopoulos, une nouvelle note sera adressée à l'Allemagne.

Athènes, 4 Octobre.

Le Gouvernement provisoire  
Salonique sera probablement le siège  
Athènes, 4 Octobre.  
Aucune décision n'a été prise encore, quant à la ville où sera le siège officiel du gouvernement provisoire. Salonique qui est le grand centre du mouvement de la défense hellénique offre des avantages en ce sens, que cette ville est la principale base militaire de la campagne entière des Balkans. Il n'est donc guère probable que Mitylène soit choisie comme on l'avait cru tout d'abord.

Athènes, 4 Octobre.

Le garnison de Vathy athènes au mouvement révolutionnaire  
Londres, 4 Octobre.  
On annonce que le consul grec de Birmingham, vient d'adresser sa démission au ministre des Affaires Étrangères à Athènes.

Athènes, 4 Octobre.

On mande de La Canée au Daily Telegraph à la date du 2 octobre que suivant un télégramme de Vathy (Samos), la garnison royaliste s'est rendue aux vénézéliens qui











